



**G2C ingénierie**

16 rue Pablo Picasso  
33140 VILLENAVE D'ORNON

Tel : 05 56 64 86 25  
Fax : 05 56 64 86 24



**COMMUNE DE HASTINGUES**  
DEPARTEMENT DES LANDES

**REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

---

**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

Mars 2018

## Identification du document

| Élément           |  |  |
|-------------------|--|--|
| Titre du document | Dossier d'enquête publique - Zonage d'assainissement pour la commune de Hastings |  |
| Nom du fichier    | E17210_BC3_Zonage_Hastings_enquete publique.docx                                 |  |
| Version           | Version 1 : 14/03/2018 09:04:00  |  |
| Rédacteur         | Antoine YVON   |  |
| Vérificateur      | Eric FERLAND   |  |
| Chef d'agence     | Eric FERLAND   |  |

## Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1. PREAMBULE.....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>2. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....</b>  | <b>7</b>  |
| <b>3. GENERALITES SUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES.....</b>                            | <b>12</b> |
| 3.1. L'assainissement collectif .....   | 13        |
| 3.2. L'assainissement non collectif .....   | 14        |
| <b>4. ZONAGE - METHODE D'ANALYSE DU TERRITOIRE.....</b>                                   | <b>21</b> |
| 4.1. Zonage d'assainissement actuel et plans des réseaux des eaux usées.....              | 22        |
| 4.2. Analyse des zones présentant des enjeux en assainissement collectif.....             | 23        |
| 4.3. Analyse des zones présentant des enjeux en assainissement non collectif .....        | 25        |
| 4.3.1. Etude pédologique .....  | 25        |
| 4.3.2. Synthèse des investigations de terrain .....                                       | 26        |
| <b>5. ELABORATION DES CARTES DE ZONAGES .....</b>   | <b>27</b> |
| 5.1. Reprise des zones d'assainissement déjà desservies .....                             | 28        |
| 5.2. Zones établies par le règlement du PLU.....  | 28        |
| <b>6. EXAMEN CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE.....</b> | <b>29</b> |
| <b>7. CONCLUSIONS .....</b>   | <b>30</b> |
| <b>8. PROPOSITION DE LA CARTE DE ZONAGE.....</b>  | <b>31</b> |
| <b>9. ANNEXES.....</b>  | <b>32</b> |

## Table des illustrations

|   |    |
|---|----|
| Figure 1 : Calendrier de la mise en œuvre de la Directive Cadre.....  | 10 |
| Figure 2 : Tableau de synthèse d'activité pour 2015 et 2017 à la station d'épuration de Hastingsues .....     | 13 |
| Figure 3 : Schéma de principe de l'assainissement non collectif.....  | 15 |
| Figure 4 : Répartition des contrôles selon les différentes classes.....                                       | 18 |
| Figure 5 : Cartographie des contrôles des assainissements autonomes sur Hastingsues.....                      | 20 |
| Figure 6 : Cartographie des réseaux d'assainissement et du zonage d'assainissement actuel à Hastingsues ..... | 22 |
| Figure 7 : Cartographie des zones à urbaniser prévues dans le PLU et au delà (zone N) par les élus .....      | 23 |
| Figure 8 : Calcul de l'impact des constructions futures sur l'ouvrage de traitement d'Hastingsues.....        | 24 |
| Figure 9 : Cartographie du zonage du PLU dans le bourg de Hastingsues (extrait du PLU) .....                  | 24 |

## Table des tableaux

|  |    |
|--|----|
| Tableau 1 : Choix du type de filière d'assainissement non collectif.....   | 16 |
| Tableau 2 : Récapitulatif des contrôles des assainissements autonomes sur Hastingsues.....   | 19 |
| Tableau 3 : Récapitulatif des investigations pédologiques sur les parcelles pouvant changer de destination.....                              | 25 |
| Tableau 4 : Tableau des critères pour la classification d'un site à l'aptitude du sol pour l'épuration et/ou à l'infiltration des eaux ..... | 26 |
| Tableau 5 : Pourcentage de sites suivant le critère « Vitesse d'infiltration en mm/h ».....  | 26 |

# 1. PREAMBULE

---

Le présent document a pour objet la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Hastings

Ce dossier soumis à **enquête publique** comprend les pièces suivantes :

- Une notice justifiant le zonage.
- Un projet de cartes des zones d'assainissement.

Cette notion de zonage initialement introduite par l'article 35 de la Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 est définie par l'article 54 de la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006 (codifié dans le Code Général des Collectivités Territoriales, article L2224-10).

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

**1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;**

**2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;**

**3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;**

**4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »**

#### L'enquête publique est régie par les textes suivants :

- ▶ La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) - Titre VI : Gouvernance – Chapitre III – réforme de l'enquête publique.
- ▶ Code de l'environnement – article 123-1 à 123-19.
- ▶ Le Décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées (articles 2 à 4) codifié dans le Code Général des Collectivités Territoriales (articles R.2224-7 à R.2224-10).

Ce zonage a conduit la collectivité à mener une réflexion globale et prospective sur sa politique d'assainissement et à élaborer ce document de présentation, à partager avec l'usager et soumettre à enquête publique.

## 2. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

---

La gestion de l'eau est toujours un des chantiers majeurs des collectivités locales pour les prochaines années. En effet, l'appareil législatif et réglementaire résultant de la directive européenne du 21 mai 1991, de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, de la directive cadre du 23 octobre 2000, et enfin de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 a permis de reformuler le débat :

- sur la compétence et le rôle des communes et groupements de communes en matière d'assainissement,
- sur les prescriptions techniques à respecter pour la mise en conformité des systèmes d'assainissement,
- sur les objectifs d'atteinte d'un bon état écologique des masses d'eau.

### LA DIRECTIVE EUROPEENNE DU 21 MAI 1991

Cette directive, dite Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) a créé des obligations nouvelles en matière d'assainissement :

- elle oblige à une approche de l'assainissement par agglomération (zone dans laquelle la population ou l'activité économique est suffisamment concentrée pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées vers un système d'épuration unique) et non par commune,
- elle vise les "eaux urbaines résiduaires" ainsi que leur mélange avec les eaux industrielles et les eaux pluviales lorsque celles-ci sont déversées dans le réseau de collecte,
- elle prévoit, en l'absence de système de collecte et de traitement et selon les sensibilités des milieux récepteurs, la mise en œuvre d'un assainissement non collectif conforme.

La directive impose aux collectivités de mettre en place dans un délai donné et selon la sensibilité du milieu récepteur, des dispositifs de collecte et de traitement performants de leurs eaux résiduaires urbaines.

Trois échéances désormais révolues sur le plan législatif :

- **31/12/1998** : agglomérations de plus de 10 000 EH situées dans des zones désignées comme « sensibles » doivent avoir mis en place un traitement poussé des matières organiques, de l'azote et/ou du phosphore.
- **31/12/2000** : agglomérations de plus de 15 000 EH situées hors zones sensibles doivent avoir mis en place un traitement performant des matières organiques.
- **31/12/2005** : agglomérations de plus de 2 000 EH quelles que soient les zones désignées doivent avoir mis en place un traitement performant des matières organiques.
- **31/12/2005** : agglomérations toutes tailles confondues qui disposent d'un réseau de collecte doivent assurer le traitement de leurs effluents par un dispositif approprié respectant les objectifs de qualité des milieux.

### LA LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992

La loi sur l'Eau est la transposition en droit français de la Directive Cadre Européenne de 1991. Elle a été l'occasion d'une réforme importante du régime juridique français de l'assainissement, notamment par les dispositions de son chapitre II, qui concernent l'intervention des collectivités territoriales en matière de gestion de l'eau et d'assainissement.

L'évolution principale introduite par la loi est l'extension des compétences des communes qui doivent désormais prendre en charge :

- Les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, en particulier aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent ;
- Les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement autonome ;
- La délimitation, après enquête publique, des zones d'assainissement collectif et non collectif ;
- En cas de besoin, la délimitation des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols afin d'assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales à l'aval des réseaux, ainsi que les zones où il est nécessaire de prévoir des installations de collecte, de stockage et éventuellement de traitement des débits et charges des eaux pluviales retenues.

### LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

En accord avec la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et son décret d'application du 3 juin 1994, le Code Général des Collectivités Territoriales précise dans ces articles L.2224-8 à L.2224.10, les obligations des communes en matière de délimitation des zones d'assainissement.

#### Article L.2224-10 du Code Générale des Collectivités Territoriales

*« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*



**1° Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

**2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

**3° Les zones** où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

**4° Les zones** où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Les collectivités se voient ainsi dans l'obligation de délimiter leurs zones d'assainissement après enquête publiques.

**Dans ce but, le décret du 3 juin 1994 précise qu'un dossier relatif au zonage de l'assainissement doit être soumis à l'enquête publique et doit comprendre un projet cartographique ainsi qu'une notice justifiant le choix.**

## LA DIRECTIVE CADRE EAU DU 23 OCTOBRE 2000

Les principes fondamentaux liés à la gestion de l'eau sont réaffirmés par la directive cadre :

- **Protection de toutes les eaux :**

La planification et la gestion de l'eau visent la protection de toutes les eaux de surface, souterraines et côtières.

- **Nécessité d'une politique intégrée dans le domaine de l'eau :**

Les objectifs à atteindre sont définis en termes de qualité des milieux et non plus seulement de qualité de l'eau.

- **Précaution et action préventive :**

Ce principe encourage la correction par priorité à la source des atteintes à l'environnement et la prévention des pollutions (notamment accidentelles). Intégration de l'analyse économique dans les prises de décision et arbitrages Affirmation des principes du pollueur-payeur et de la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, « y compris les coûts pour l'environnement et les ressources ».

- **Nécessité de prendre les décisions « à un niveau aussi proche que possible des lieux d'utilisation ou de dégradation de l'eau » :**

La directive cadre dispose clairement que les acteurs de l'eau doivent participer activement à toutes les étapes d'élaboration du SDAGE. Le comité de bassin, au sein duquel sont représentés les collectivités locales, les usagers, le secteur associatif et les services de l'État, est le garant de leur participation.

- **Renforcement de la participation du public :**

La directive cadre sur l'eau met l'accent sur l'information, la consultation et la participation du public comme condition du succès.

La Directive Cadre assigne donc un objectif d'atteinte de bon état écologique des masses d'eau.

Cette notion intègre une nouvelle logique : l'atteinte d'objectifs ne porte plus uniquement sur la réduction de concentrations de polluants identifiés dans les eaux, mais surtout sur l'état de leur fonctionnement écologique.

La mise en œuvre de la DCE s'organise autour d'un cycle d'actions successives qui s'échelonnent sur le calendrier tel que présenté ci-dessous :

En application de la directive cadre sur l'eau, les objectifs de qualité jusqu'alors utilisés par cours d'eau sont remplacés par des objectifs environnementaux qui sont retenus par masse d'eau.

La directive cadre impose quatre objectifs environnementaux majeurs que sont :

- la non détérioration des ressources en eau,
- l'atteinte du « bon état » en 2015,
- la réduction ou la suppression de la pollution par les substances prioritaires,
- le respect de toutes les normes, d'ici 2015, dans les zones protégées.

Le **bon état est l'objectif à atteindre** pour l'ensemble des eaux en 2015 (sauf report de délai ou objectifs moins stricts). Pour les eaux de surface, le bon état est atteint lorsque son état écologique et son état chimique sont au moins **bons**. Pour les eaux souterraines, le bon état est atteint lorsque son état quantitatif et son état chimique sont au moins **bons**.

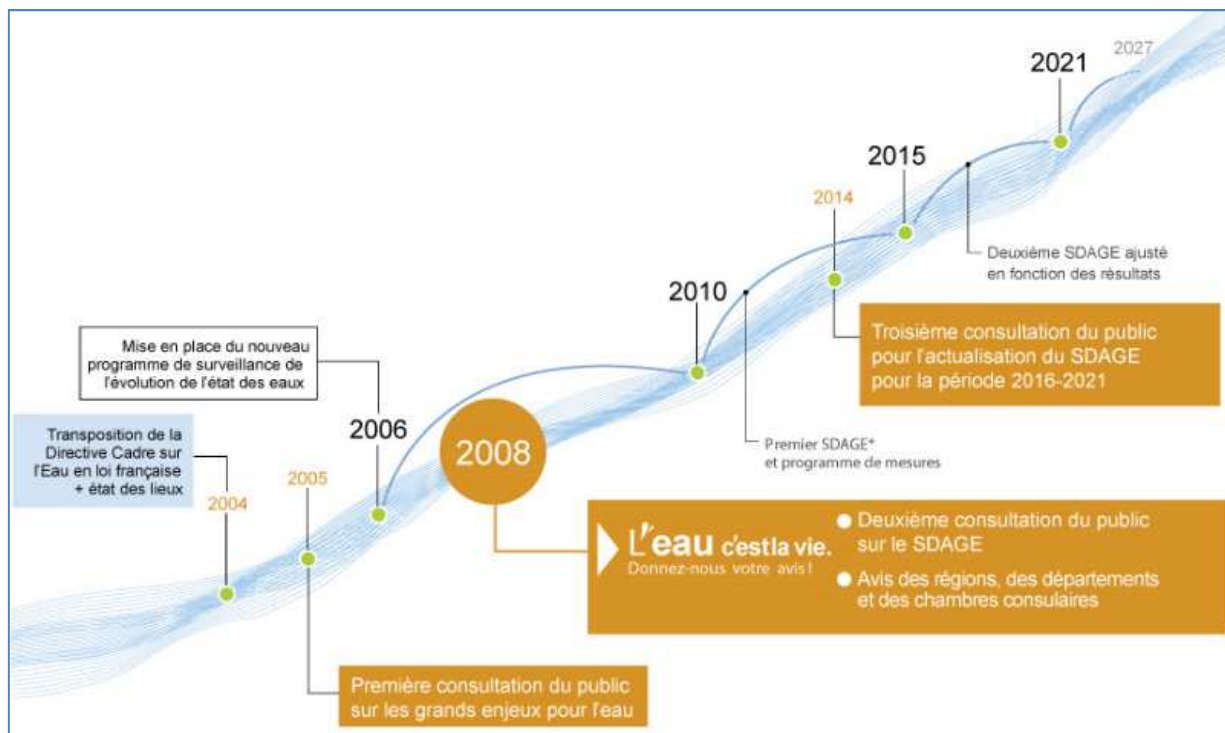


Figure 1 : Calendrier de la mise en œuvre de la Directive Cadre

## LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES DU 30 DECEMBRE 2006 (LEMA)

Troisième loi sur l'eau, cette dernière constitue désormais le socle de la politique française de l'eau et conforte les grands principes de gestion de l'eau par bassin versant consacrés par les lois de 1964 et 1992.

La loi de 2006 répond également à des problématiques nouvelles et des enjeux émergents.

- La France doit mener une politique de l'eau ambitieuse et atteindre le bon état écologique de nos eaux de surface et souterraines en 2015 (directive cadre européenne sur l'eau transposée en droit français en 2004).
- Cette loi sur l'eau s'inscrit également dans un contexte de prise en compte des enjeux environnementaux ; elle reprend les textes principaux : loi sur la santé publique, loi risques, loi développement des territoires ruraux (gestion des zones humides et inondations), loi dite « Oudin » de coopération décentralisée, réforme de la police de l'eau, etc.
- La France doit faire face depuis une dizaine d'années à des sujets émergents comme le déséquilibre entre les usages et les ressources, les pollutions nouvelles et diffuses, entre la qualité et la quantité, etc. La loi inscrit dans son article 1er le droit à l'eau pour tous. Elle précise également que la gestion de l'eau devra prendre en compte les adaptations nécessaires au changement climatique.

## L'ARRETE DU 21 JUILLET 2015

L'arrêté du 21 juillet 2015, applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, pris en application de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, intervient suite aux modifications réglementaires, issues du décret n° 2006-503 du 2 mai 2006, qui a modifié les articles R. 2224-6 et suivantes du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il abroge les arrêtés suivants :

- **Arrêté du 22 décembre 1994** fixant les prescriptions des ouvrages de plus de 2 000 EH ;
- **Arrêté du 22 décembre 1994** relatif à la surveillance des ouvrages de plus de 2 000 EH ;
- **Arrêté du 21 juin 1996** fixant les prescriptions aux ouvrages de moins de 2 000 EH ;
- **Arrêté du 22 juin 2007** relatif aux systèmes d'assainissement collectif et non collectif de plus de 2 000 EH.

Il introduit des modifications réglementaires suivantes :

- définition réglementaire des principaux termes employés dans le vocabulaire de l'assainissement ;
- amélioration de la lisibilité des prescriptions, notamment celles afférentes à l'autosurveillance ;
- introduction du principe de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, pour limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte ;
- précisions des dispositions du code de l'environnement afférentes à la gestion et au suivi des boues issues du traitement des eaux usées ;
- introduction de prescriptions relatives au suivi des micropolluants pour les stations de traitement des eaux usées ;
- assouplissement des dispositions relatives aux systèmes d'assainissement de petite taille, afin d'optimiser le rapport coût/bénéfice pour l'environnement des ouvrages d'assainissement et des modalités de surveillance de ces derniers ;
- suivi régulier par les collectivités de leurs ouvrages et notamment du système de collecte des eaux usées, afin d'en assurer une gestion pérenne ; – précisions sur la prise en compte du temps de pluie dans les projets d'assainissement ;
- prise en compte des coûts et des bénéfices lors du choix de solutions techniques.

Cet arrêté fixe par ailleurs les nouvelles prescriptions applicables aux installations de collecte, de transport et de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement et aux dispositifs d'assainissement non collectif, avec notamment la surveillance des rejets des déversoirs d'orage et trop-pleins des réseaux au droit des tronçons transitant plus de 120 kg de DBO<sub>5</sub>/j.

## LES ARRETES DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Ces arrêtés reposent sur trois logiques :

- mettre en place des installations neuves de qualité et conforme à la réglementation,
- réhabiliter prioritairement les installations existantes présentant des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement,
- s'appuyer sur les ventes pour accélérer le rythme des réhabilitations des installations existantes.

**L'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié en date du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques en matière d'installations d'ANC** recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO<sub>5</sub> (Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours). Il réaffirme le pouvoir épurateur des sols et applique des procédures d'autorisation des innovations techniques. Certains dispositifs pourront être agréés par le Ministère en charge de l'Ecologie et de la Santé en fonction de deux conditions : ces dispositifs devront respecter les principes généraux de protection des personnes et des milieux et un certain niveau de performances épuratoires. En cas de marquage CE préalable, les systèmes feront l'objet d'une évaluation simplifiée sur dossier. Dans le cas contraire, les dispositifs devront être évalués sur plateforme d'essai selon les propositions de l'AFSSET (agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail). Les autorités publiques se réservent ensuite la possibilité de suspendre ou de retirer l'agrément sur la base de résultats obtenus in situ. Deux principes d'évacuation des eaux sont retenus : l'infiltration dans les sols (cas général) ou l'irrigation souterraine et le rejet en milieu hydraulique superficiel si le premier ne peut être réalisé. Ce texte fixe également les modalités d'entretien et de vidange des installations d'ANC et aborde le cas des toilettes sèches.

**L'Arrêté du 27 avril 2012 fixant les modalités de contrôle des installations d'ANC** dans lequel sont notamment précisés les critères d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et de danger pour la santé des personnes. La nature et les délais de réalisation des travaux pour réhabiliter les installations existantes sont déterminés en fonction de ces risques.

**L'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites.** Ce texte vise à assurer une bonne gestion et une traçabilité des matières de vidange comparables aux règles applicables aux boues d'épuration.

## CONCLUSION

L'assainissement des eaux usées continue donc d'être un élément indispensable au maintien, voire à la reconquête de la qualité des milieux naturels. Cette approche découle directement de l'application des principes généraux du **développement durable**, à savoir la capacité à répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la possibilité de satisfaire ceux des générations à venir.

### 3. GENERALITES SUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

---

## 3.1. L'assainissement collectif

### L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE HASTINGUES

#### ► Les réseaux

Sur la commune d'Hastingues, la collecte des eaux usées est assurée par un réseau de type séparatif sur le territoire.

#### ► Ouvrage d'assainissement

Sur la commune d'Hastingues les eaux usées transitent vers une station d'épuration de type filtres plantés de roseaux. Le réseau comprend 1 poste de relevage et 4 000 ml de canalisations.

#### ► Station de traitement

La station de traitement d'Hastingues a les caractéristiques suivantes :

- Date de construction : 2008
- Capacité de traitement 400 EH,
- Charge admissible : 24 kg DBO<sub>5</sub>/j
- Débit nominal : 84 m<sup>3</sup>/j
- Type de traitement / process : filtres plantés de roseaux comprenant 3 lits pour une surface totale de 600 m<sup>2</sup>.
- Les eaux épurées : Rejetées dans le Gave de Pau.
- Déchets : Les refus de dégrillage, les graisses et les sables sont évacués par camion hydrocureur vers la station d'épuration de Tarnos.

D'après les dernières mesures réalisées en 2015 et 2017, il n'y avait aucun problème particulier à signaler sur cette station qui bénéficie d'un bon suivi et entretien de la part de l'exploitant et n'est sollicité qu'au tiers de sa capacité nominale de traitement.

|                        | 2015                 |                  | 2017                 |                  |
|------------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|
| Volume                 | Volume               | DBO <sub>5</sub> | Volume               | DBO <sub>5</sub> |
| Charges entrantes      | 34 m <sup>3</sup> /j | 6,5 kg/j         | 28 m <sup>3</sup> /j | 5,8 kg/j         |
| Utilisation de la STEP | 41%                  | 27%              | 33%                  | 24%              |
| Résiduel de la STEP    | 59%                  | 73%              | 59%                  | 76%              |

Figure 2 : Tableau de synthèse d'activité pour 2015 et 2017 à la station d'épuration de Hastingues

#### ► Les abonnés au système d'assainissement collectif

D'après le listing abonnés AEP transmis par le SYDEC, 71 branchements assainissement sont ouverts et actifs, avec une consommation d'eau potable de l'ordre de 15 581 m<sup>3</sup>/an soit 42,7 m<sup>3</sup>/j sur les 84 m<sup>3</sup>/j de débit nominal de la station ce qui confirme un **taux d'utilisation de 45%** si l'on considère un rejet au réseau d'assainissement de 90% de l'eau potable consommée.

Concernant les abonnés non domestiques consommant plus de 500 m<sup>3</sup>/an et raccordés à l'assainissement collectif, il a été relevé 2 abonnés avec une consommation annuelle de 9 426 m<sup>3</sup>. Il s'agit des deux branchements de l'Aire d'Autoroute qui sont directement raccordés en tête de station d'épuration.

## 3.2. L'assainissement non collectif

### GENERALITES

Le terme d'assainissement autonome ou d'assainissement non collectif désigne :

**« toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R. 214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. »**

L'assainissement a un seul objectif : épurer les effluents issus des activités domestiques afin de protéger le milieu naturel.

Les eaux usées domestiques se décomposent en deux groupes :

- Les eaux vannes : ce sont les eaux issues des WC ;
- Les eaux ménagères : regroupent les eaux de cuisine, salle de bains, lave linge, lave vaisselle...

#### ► Assainissement non collectif ou collectif, quelles sont les obligations ?

- Si l'habitation n'est pas en situation d'être raccordée à un réseau d'assainissement (maison isolée...), elle doit disposer d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.
- Si l'habitation est desservie par un réseau d'égouts, elle doit être raccordée. Dans ce cas, les eaux usées sont collectées avec celles d'autres maisons afin d'être traitées dans une station d'épuration : c'est l'assainissement collectif.

#### ► L'assainissement non collectif : une technique efficace

- Une installation d'assainissement non collectif s'intègre aisément au niveau d'un terrain et garantit un confort identique à celui de l'assainissement collectif.
- L'assainissement non collectif est une solution qui assure une bonne élimination de la pollution à un coût acceptable.
- Bien conçu et correctement réalisé, l'assainissement non collectif est une technique d'épuration efficace qui contribue à protéger nos cours d'eau et nos nappes phréatiques.
- Pour assurer un traitement efficace pérenne, l'installation d'assainissement non collectif doit être faire l'objet d'un entretien régulier.

#### ► Les étapes de l'assainissement non collectif

Les eaux usées sont d'abord collectées dans la maison. Elles sont ensuite dirigées un système de prétraitement (généralement une fosse toutes eaux), avant d'être réellement traitées par infiltration dans le sol, puis dispersées par écoulement dans le sous-sol.

##### • **La collecte**

Les eaux usées sont produites à différents endroits de la maison. Il faut d'abord les collecter pour pouvoir les traiter.

Toutes les eaux usées de votre habitation : eaux des WC, eaux de cuisine, eaux de salle de bains, eaux des machines à laver, eaux des évier doivent être collectées puis dirigées vers l'installation d'assainissement individuel.

A l'intérieur des habitations, au moins une descente d'eaux usées (généralement, celle des WC) doit être prolongée jusqu'au toit pour créer une prise d'air.



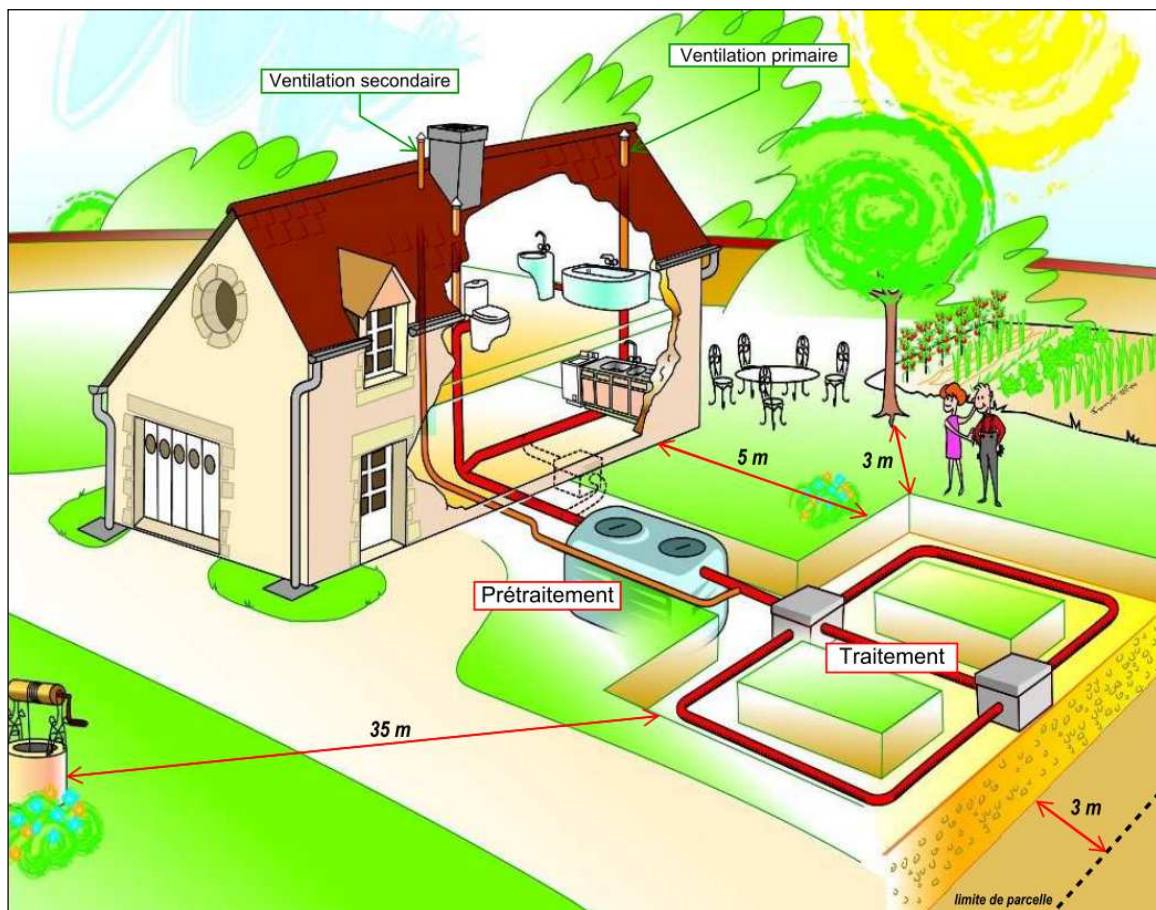


Figure 3 : Schéma de principe de l'assainissement non collectif

#### • Le prétraitement

Les eaux usées collectées contiennent des particules solides et des graisses qu'il faut éliminer afin de ne pas perturber le traitement ultérieur : c'est le rôle du **prétraitement**.

Ce **prétraitement** est en général réalisé dans une fosse, appelée fosse toutes eaux (ou, parfois fosse septique toutes eaux), qui accueille donc toutes les eaux usées collectées.

Les matières solides qui se déposent et s'accumulent dans la fosse devront être régulièrement évacuées, en moyenne tous les 4 ans : c'est l'opération de vidange de la fosse.

En sortie de la fosse, les eaux sont débarrassées des substances indésirables et peuvent ainsi être traitées par le sol.

#### \* Attention !

La fosse toutes eaux doit être accessible pour permettre sa vidange.

Des gaz sont produits au niveau de la fosse. Ils doivent être évacués par une ventilation efficace qui débouche au-dessus du toit.

La fosse toutes eaux doit être installée au plus près de votre habitation, si possible à faible profondeur et à l'écart des zones de passage des voitures.

#### • Le traitement et l'évacuation des eaux

En sortie de la fosse toutes eaux, l'eau est séparée des éléments solides, mais elle est cependant encore fortement polluée : elle doit donc être traitée. L'élimination de la pollution est alors obtenue par infiltration des eaux dans le sol ou dans un massif de sable, grâce à l'action des micro-organismes qui y sont naturellement présents.

Les eaux ainsi traitées, se dispersent par écoulement dans le sous-sol. Si cela n'est pas possible (sol argileux...), un rejet au fossé peut-être envisagé, sous réserve de l'accord du gestionnaire de l'exutoire.

#### \* Attention !

Pour que le dispositif fonctionne durablement, le choix du type d'assainissement non collectif à mettre en place doit tenir compte des caractéristiques et contraintes du terrain.

| Les contraintes du terrain   | Les techniques de traitement   | Des exemples ...   |
|--|--|--|
| <p><b>Elles sont liées aux caractéristiques de la parcelle et en particulier :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au sol : perméabilité, épaisseur, possibilité de rejet de l'eau traitée ...</li> <li>- à la présence d'eau : niveau de la nappe phréatique</li> <li>- à la pente du terrain</li> <li>- à la surface disponible et à l'encombrement de la parcelle (limite de propriété, présence d'un potager, d'arbres ou d'un verger, d'un accès à un garage ...)</li> </ul> | <p><b>Elles doivent être choisies en fonction des contraintes. On trouvera par exemple les variantes techniques suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Epuration par le sol en place ou bien par un sable de substitution lorsque le sol n'est pas adapté.</li> <li>- Dispersion des eaux traitées dans le sous-sol ou exceptionnellement, en cas d'impossibilité, récupération des eaux épurées et rejet en surface.</li> <li>- Dispositif enfoui dans le terrain ou si nécessaire mis en place dans un tertre hors sol.</li> <li>- Dispositif agréé par le ministère de l'Environnement</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Epandage sol en place</li> <li>Filtre à sable vertical</li> <li>Tertre d'infiltration</li> <li>Filtre compact, micro station</li> </ul> |

*Tableau 1 : Choix du type de filière d'assainissement non collectif*

*Remarque : en cas de sol très imperméable et en l'absence d'exutoire à proximité, une parcelle peut être considérée inconstructible. La faisabilité de l'assainissement doit être évaluée, autant que possible, en amont du projet.*

### ► **Comment bien entretenir une installation ?**

Une installation d'assainissement non collectif n'exige pas de modification des habitudes : une utilisation normale des produits ménagers (eau de javel, lessive, liquide vaisselle...) ne perturbe pas le fonctionnement de la fosse toutes eaux.

Une vérification et un entretien régulier de l'installation sont nécessaires. La fosse toutes eaux doit être notamment vidangée en moyenne tous les quatre à cinq ans par une entreprise spécialisée et agréée par le Préfet. Ces matières doivent être traitées en station d'épuration ou faire l'objet d'un plan d'épandage. La facture de la société de vidange doit préciser la destination des matières prélevées.

Si l'installation possède des équipements complémentaires (bac à graisses ou préfiltre), il est nécessaire de s'assurer très régulièrement de leur bon fonctionnement.



## L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE HASTINGSUES

### ► **Le SPANC**

Depuis la loi sur l'Eau de 1992, les communes ont l'obligation d'exercer une mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif sur leur territoire.

Pour répondre à cette obligation, la commune de Hastingsues a déléguée cette compétence au SYDEC.

La mission de contrôle vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Les différentes missions à assurer sont :

- **Pour les installations neuves ou à réhabiliter :**
  - Procéder à l'examen de conception de l'installation ayant pour finalité la rédaction d'un rapport d'examen,
  - En cas de demande de permis de construire ou d'aménager comprenant un projet de réalisation ou de réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif, délivrer une attestation de conformité du projet d'installation suite à l'examen de conception (article R 431-16 du Code de l'Urbanisme),
  - A l'issue de la réalisation de l'installation, procéder à la vérification de l'exécution, et établir le rapport de vérification qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires vigueur.
- **Pour les autres installations (existantes) :**
  - Contrôler les installations au moins une fois avant le 31 décembre 2012 et rédiger un rapport de visite à l'issue de ce contrôle,
  - Mettre en place un contrôle périodique au moins une fois tous les 5 ans et de rédiger un rapport de visite à l'issue de ce contrôle.

Les contrôles assurés par le SYDEC sont donc :

- **Le contrôle de conception et d'exécution**

La vérification de conception et d'exécution consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place, à :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- Vérifier l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation ;
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

- **Les vérifications périodiques de fonctionnement et d'entretien**

Le contrôle périodique consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place, à :

- Vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par la commune ;
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.
- Vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des dispositifs notamment la réalisation des vidanges ainsi que la destination des matières de vidange.

A l'issue du contrôle, Le SYDEC rédige un rapport de visite et devra déterminer le niveau de risque généré par l'installation. Il notifie au propriétaire, le cas échéant, la nécessité de réaliser des travaux et les délais accordés. Pour cela, le SYDEC dispose d'une grille d'évaluation issue de l'Arrêté Ministériel du 27 avril 2012 lui permettant de déterminer si l'installation est non conforme, ainsi que les délais de travaux maximaux.

- **Le contrôle diagnostic préalable à une vente immobilière.**

Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif, assuré par le SYDEC, doit être joint au dossier de diagnostic technique défini dans l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation. (article L 1331-11-1 du Code de la Santé Publique). La durée de validité du document est de trois ans.

Le vendeur a donc l'obligation de fournir dans le dossier de diagnostic technique annexé à la promesse de vente ou, à défaut, l'acte authentique de vente, l'état des installations d'assainissement non collectif.

Dans le cas où un contrôle a déjà eu lieu, le document établi à l'issue du contrôle et délivré par le SYDEC est annexé à la promesse de vente ou, à défaut, à l'acte authentique de vente. Si ce contrôle n'a pas eu lieu ou que le document n'est plus valide, le vendeur doit s'adresser au SPANC pour le contrôle de son installation.

► **Les chiffres sur le territoire de la commune de Hastingsues**

Les installations diagnostiquées lors de la visite de vérification de bon fonctionnement et d'entretien peuvent être classées selon 3 catégories.

- Les installations considérées polluantes (**classe 3**) correspondent à celles classées non conformes et présentant des risques sanitaires et environnementaux suivant la grille d'évaluation réglementaire en vigueur.
- Les installations considérées comme acceptables (**classe 2**) correspondent à celles classées non conformes sans risques sanitaires et environnementaux.
- Les installations satisfaisantes (**classe 1**) sont celles classées maintenant satisfaisantes et sans défauts apparents ou soumises à des recommandations pour assurer leur bon fonctionnement.

Sur la commune de Hastingsues, seules 4% des installations sont classées comme « polluantes ». Ces habitations sont des habitations isolées sur la commune et ne sont pas regroupées dans un seul et même secteur.

L'état du parc des installations d'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Hastingsues est pour plus de la moitié considéré comme acceptable. 11% du parc a un état satisfaisant, le reste ayant un état inconnu (15%).

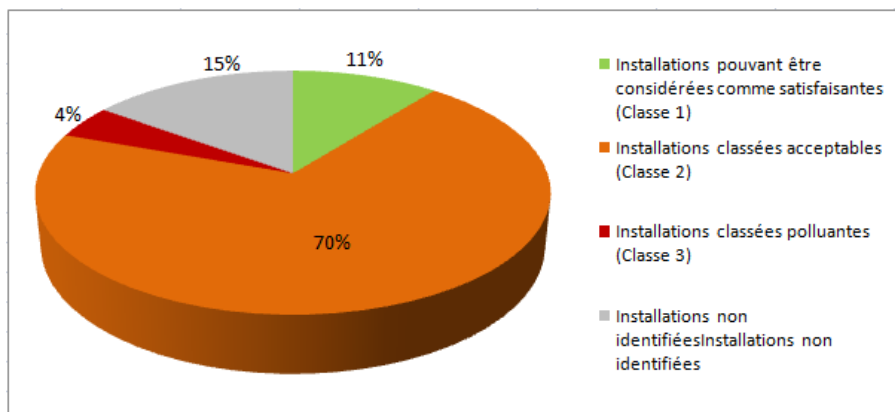
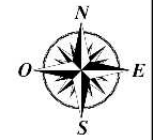


Figure 4 : Répartition des contrôles selon les différentes classes

|                           | Installations pouvant être considérées comme satisfaisantes<br>(Classe 1) |         | Installations considérées acceptables<br>(Classe 2) |         | Installations considérées polluantes<br>(Classe 3) |         | Installations non identifiées |         |
|---------------------------|---|---------|---|---------|--|---------|-------------------------------|---------|
|                           | Quantité  | Rapport | Quantité  | Rapport | Quantité   | Rapport | Quantité                      | Rapport |
| ROUTE DES GAVES           | 0   | 0%      | 18  | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| AU PORT                   | 0   | 0%      | 1   | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| ROUTE DE CAME             | 0   | 0%      | 2   | 40%     | 0  | 0%      | 3                             | 60%     |
| AU BOURG                  | 4   | 26.5%   | 3   | 20%     | 1  | 6.5%    | 7                             | 47%     |
| CHEMIN DE PERIQUE         | 0   | 0%      | 3   | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| AULOIE                    | 0   | 0%      | 0   | 0%      | 0  | 0       | 1                             | 100%    |
| COTE DE NOGARET           | 3   | 30%     | 6   | 60%     | 1  | 10%     | 0                             | 0%      |
| ROUTES DES BORDES DE HAUT | 4   | 7%      | 50  | 86%     | 0  | 0%      | 4                             | 7%      |
| CHEMIN DE L'ALLEE         | 0   | 0%      | 11  | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| ROUTE DE BIDACHE          | 0   | 0%      | 9   | 82%     | 1  | 9%      | 1                             | 9%      |
| CHEMIN DE LURBE           | 0   | 0%      | 6   | 66%     | 1  | 11%     | 2                             | 22%     |
| ROUTE DES BORDES DU BAS   | 4   | 17%     | 13  | 57%     | 3  | 13%     | 3                             | 13%     |
| ROUTE DE L'ABBAYE         | 2   | 25%     | 6   | 75%     | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| ROUTE DE SAMES            | 2   | 66%     | 0   | 100%    | 0  | 0%      | 1                             | 33%     |
| CHEMIN DE PONCHON         | 1   | 20%     | 4   | 80%     | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| CHATEAU D'EAU             | 0   | 0%      | 0   | 0%      | 0  | 0%      | 3                             | 100%    |
| CHEMIN DE BOUDIGUE        | 0   | 0%      | 3   | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| BELLECHASSE               | 0   | 0%      | 0   | 0%      | 0  | 0%      | 4                             | 100%    |
| ABBAYE D'ARTHOUS          | 0   | 0%      | 0   | 0%      | 1  | 100%    | 0                             | 0%      |
| MAISON LE VERGER          | 0   | 0%      | 0   | 0%      | 0  | 0%      | 1                             | 100%    |
| ZAE HASTINGUES            | 0   | 0%      | 0   | 0%      | 0  | 0%      | 1                             | 100%    |
| RD 343                    | 0   | 0%      | 1   | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| MAISON CAP DE PONT        | 0   | 0%      | 1   | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| CHEMIN DE LAFIBAT         | 0   | 0%      | 1   | 50%     | 1  | 50%     | 0                             | 0%      |
| CHEMIN DE LERMITAGE       | 0   | 0%      | 2   | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| CHEMIN DE GRACIENDON      | 2   | 100%    | 0   | 0%      | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| BORDES DU BAYLE           | 0   | 0%      | 2   | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |
| CHEMIN DE MOULIAC         | 0   | 0%      | 1   | 100%    | 0  | 0%      | 0                             | 0%      |

*Tableau 2 : Récapitulatif des contrôles des assainissements autonomes sur Hastingues*



0 0.5 1 1.5 km

#### Légende

SPANC-Hastings

- Non connue
- Installation conforme
- Installation acceptable
- Installation non conforme

**COMMUNE DE HASTINGUES**

**Contrôle des assainissements non collectifs**

PROJECTION : RGF93 / CC44

ECHELLE : 1/25000

DATE : 12/10/2017

NUMERO D'AFFAIRE : APS 17210



Figure 5 : Cartographie des contrôles des assainissements autonomes sur Hastings

## 4. ZONAGE - METHODE D'ANALYSE DU TERRITOIRE

---



## 4.1. Zonage d'assainissement actuel et plans des réseaux des eaux usées

Le zonage assainissement en vigueur ainsi que les plans des réseaux eaux usées de la commune de Hastings est le suivant. Il ne concerne que le centre bourg de la commune

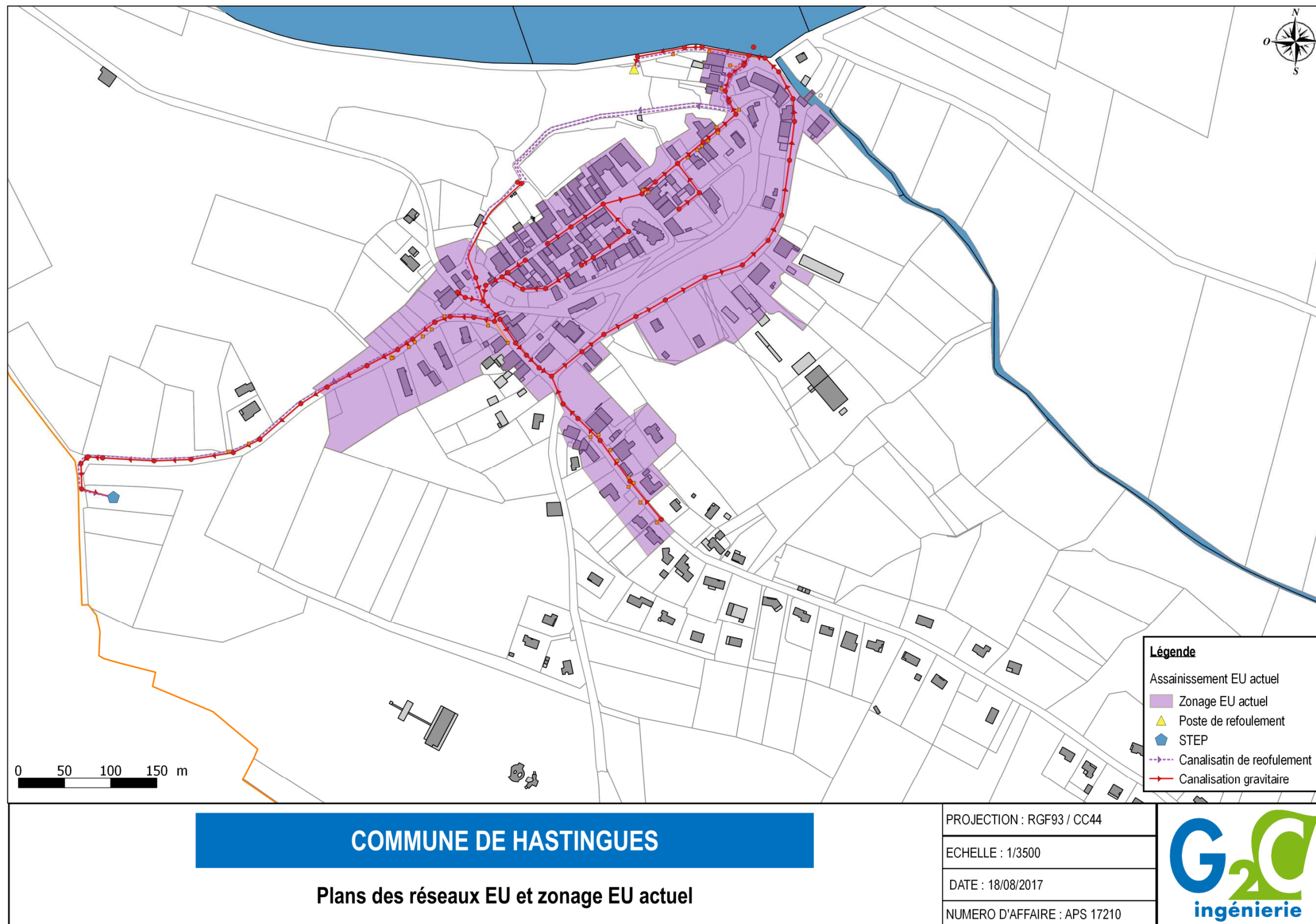


Figure 6 : Cartographie des réseaux d'assainissement et du zonage d'assainissement actuel à Hastings

## 4.2. Analyse des zones présentant des enjeux en assainissement collectif

La cartographie suivante présente les zones à urbaniser dans le bourg de Hastingsues (zones 1AUa, 1AUb, 1AUc, 2AU) et également une zone naturelle qui représente le secteur qui pourrait être ouvert à l'urbanisation au terme de la consommation des zones définies dans le présent Plan Local d'Urbanisme. Les réseaux d'assainissement des eaux usées existants et le zonage assainissement collectif actuel sont également présentés.

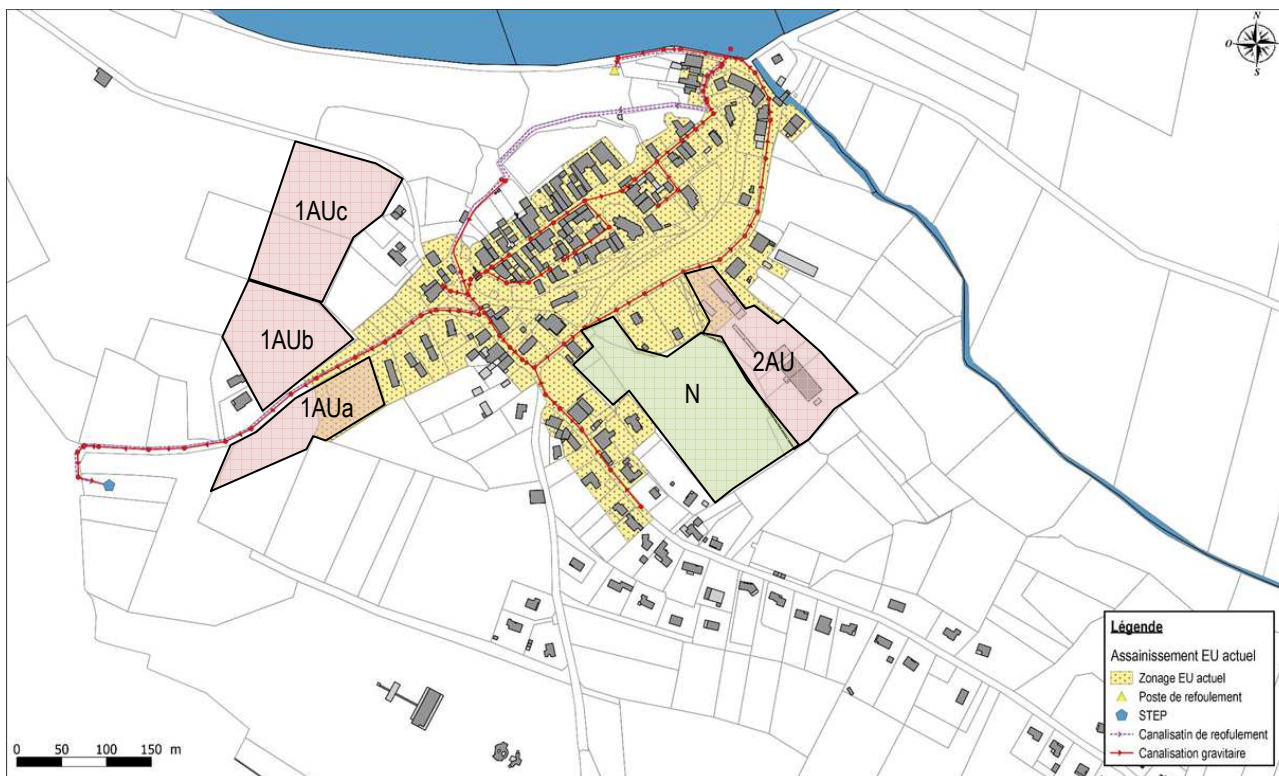


Figure 7 : Cartographie des zones à urbaniser prévues dans le PLU et au delà (zone N) par les élus

En termes quantitatif, le PLU met à disposition de la construction de logements (hors zones UY d'activité) la superficie (espaces libres disponibles) de 5ha52 dont 4ha50 en zone 1AU et 1ha02 en zones U. La surface en zone 2AU de 1,53 n'est pas comprise.

Sur des hypothèses de densité de 10 ou 15 logements/ha en UC, et en 1AU (supérieure à l'objectif SCOT), l'estimation théorique par secteur est la suivante :

- Zone 1AUa : 16 logements
- Zone 1AUb : 21 logements
- Zone 1AUc : 30 logements
- Zone N : 27 logements futurs (en considérant une densité moyenne de 12,5 logements/ha)

### RACCORDEMENT DES ZONES A URBANISER

Les zones 1AUa, 1AUb, 1AUc, 2AU concernent des opérations d'aménagement d'ensemble pour lesquelles le réseau de collecte des eaux usées se situe déjà au droit des futures zones à aménager. La mise en œuvre des réseaux d'assainissement des eaux usées (comme des autres réseaux) sera à la charge des promoteurs immobiliers gérant les opérations d'aménagements.

Par conséquent, ces zones constructibles sont raccordables au réseau d'assainissement collectif et devront être intégrées au zonage d'assainissement collectif.

Il en sera de même pour la zone N, si elle venait à être considérée comme à urbaniser au terme du PLU après révision du document d'urbanisme.



Les graphiques suivants montrent le taux d'utilisation de la station d'épuration existante de Hastings en fonction des nouveaux effluents à traiter pour les logements projetés :

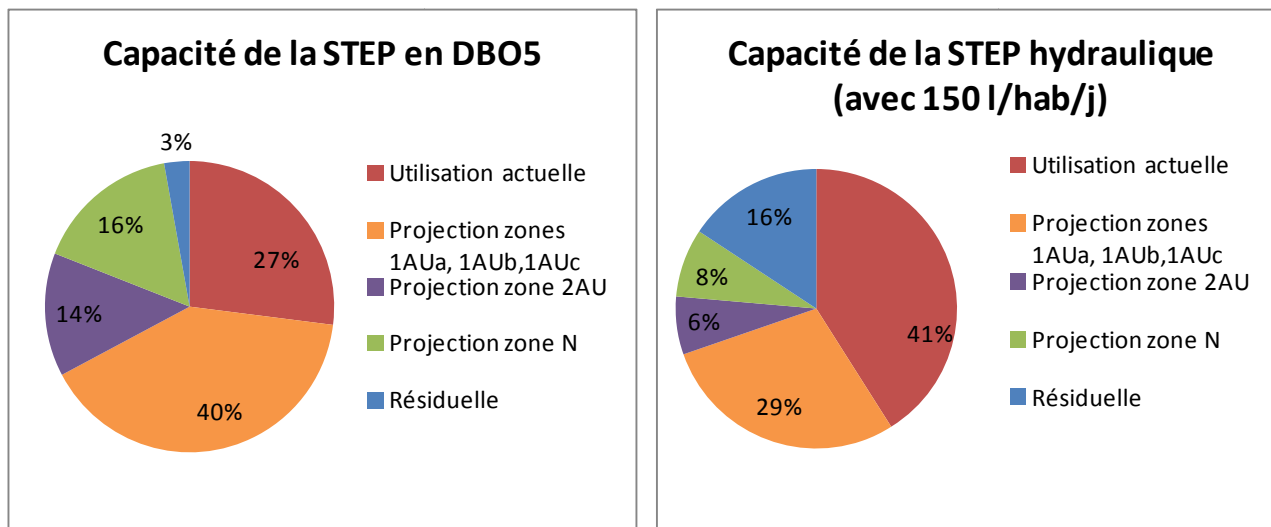


Figure 8 : Calcul de l'impact des constructions futures sur l'ouvrage de traitement d'Hastings

La station d'épuration possède une capacité résiduelle suffisante pour accepter les effluents des nouvelles habitations programmées dans le cadre du PLU et même au-delà si la zone N est un jour ouverte à l'urbanisation pour une trentaine de logement.

La capacité résiduelle après la construction de 117 logements (pour rappel il y a 71 abonnés raccordés actuellement) sera de 3% en organique et 16 % en hydraulique, et cela en considérant les bilans de 2015 en entrée de station qui représentent le cas le plus défavorable en matière de sollicitation de l'ouvrage de traitement.

## ZONE D'ACTIVITE ARTISANALE

La création d'un réseau d'assainissement est en cours pour la ZAC Sud Landes d'Hastings. Les effluents de la ZAC seront traités directement sur site par l'intermédiaire d'une station d'épuration spécifique à cette zone.

Il s'agit d'une partie de la zone UY (partie nord) qu'il faudra intégrer au zonage d'assainissement.

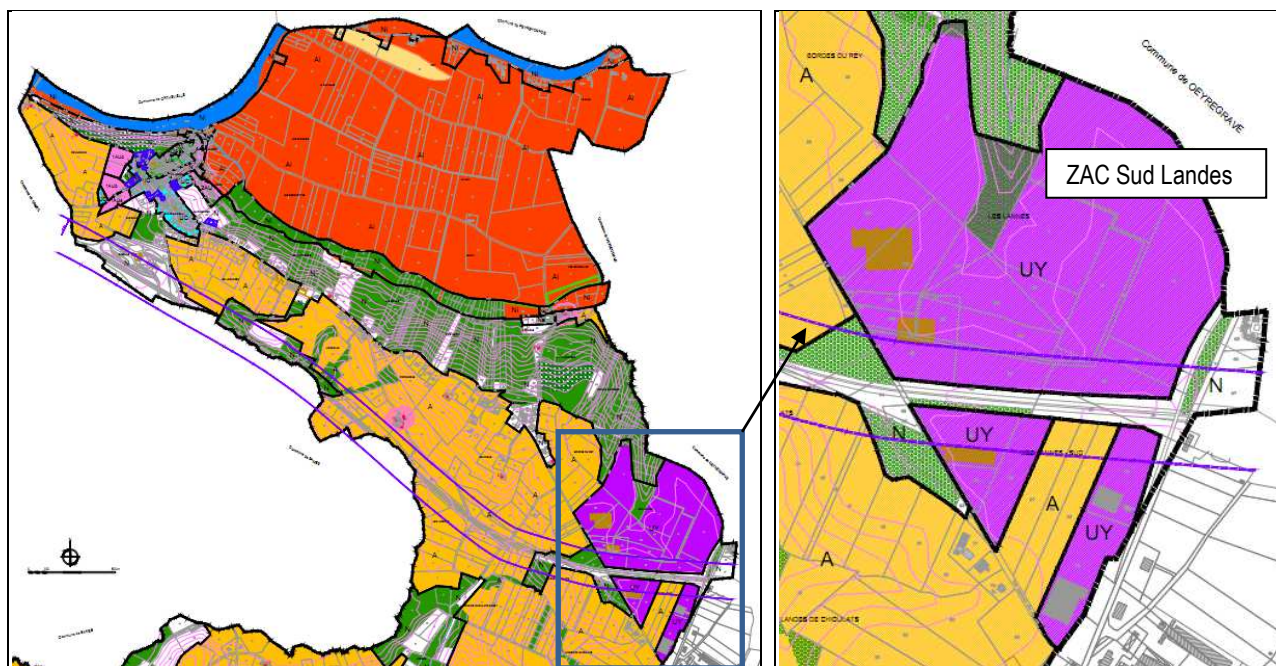


Figure 9 : Cartographie du zonage du PLU dans le bourg de Hastings (extrait du PLU)



## 4.3. Analyse des zones présentant des enjeux en assainissement non collectif

### 4.3.1. Etude pédologique

Dans le cadre de la révision du zonage d'assainissement, l'aptitude des sols à l'infiltration et donc à l'assainissement autonome pour les habitations qui pourraient se créer en dehors de la zone desservie par l'assainissement collectif dans le centre de la commune, c'est à dire au niveau des changements de destinations potentiels retenus dans le PLU, a été déterminé.

Pour chacun des secteurs, au moins 1 sondage a été réalisé pour relever la coupe du sol. Il s'agit d'un sondage entre 1.50 et 1.80 m de profondeur, avec un diamètre en Ø 80 mm afin de vérifier la présence d'une nappe, du substratum et/ou d'indices d'hydromorphie. Des tests de perméabilité ont également été réalisés pour caractériser les sols.

Dans la quasi-totalité des cas, l'implantation des sondages a été définie avec le propriétaire du terrain de façon à éviter tout incident avec les éventuels réseaux enterrés. En outre, l'implantation tient compte du sens de la pente, de la nature des sols afin d'éviter tout remblais et de l'emplacement des dispositifs d'assainissement existants.

La liste des parcelles à caractériser et les résultats des tests sont donnés dans le tableau suivant.

| ID | LIEU-DIT        | Parcelle   | Adresse parcelle            | Surface (m2) | Nombre sondages | Nombre tests | Résultat des tests : Aptitude des sols | Propriétaire                                |
|----|-----------------|------------|-----------------------------|--------------|-----------------|--------------|--|---|
| 1  | Borde du Bayle  | 000 ZK 86  | 924 CHE DE LURBE            | 2756         | 1               | 1            | Moyennement favorable                  | LADONNE Alain                               |
| 2  | Boudigue        | 000 ZT 55  | BOUDIGUE                    | 1027         | 1               | 1            | Très favorable                         | SAVALETTE Gisèle                            |
| 3  | Can de Prat     | 000 ZN 7   | 211 CHE DE LAFIBAT          | 38000        | 1               | 1            | Moyennement favorable                  | PEYRELONGUE Jean-Marie et GOEYTES Louisette |
| 4  | Dache Dise      | 000 ZA 02  | 849 CHE DE PERIQUE          | 17890        | 1               | 1            | Moyennement favorable                  |   |
| 5  | Hauriou         | 000 ZN 43  | 2069 RTE DES BORDES DE BAS  | 3359         | 1               | 1            | Mauvaise                               | LABACHOT Pierrette                          |
| 6  | Jouandot        | 000 ZL 56  | 2036 RTE DES BORDES DE BAS  | 16138        | 1               | 1            | Mauvaise                               | Cts WORNER et ALBRECHT                      |
| 7  | La Borde du Rey | 000 ZT 53  | 2813 RTE DES BORDES DE HAUT | 1227         |                 |              | Moyennement favorable                  | PETRAU Roger                                |
| 8  | La Coudagne     | 000 ZI 88  | 1171 CHE DE L'ALLEE         | 7285         |                 |              | Mauvaise                               | Cts DUMERCQ                                 |
| 9  | Lafibat         | 000 ZN 71  | 810 CHE DE LAFIBAT          | 54219        | 1               | 1            | Mauvaise                               | CABANNE Viviane                             |
| 10 | Lahire          | 000 AD 64  | 1171 RTE DES BORDES DE HAUT | 905          | 2               |              | Inconnue                               | ROBART Marie                                |
| 11 | Lamarche        | 000 ZI 103 | 809 CHE DE L'ALLEE          | 115888       | 1               |              | Mauvaise (extrapolé)                   | DARROTCHETCHE Georges                       |
| 12 | Le Cassia       | 000 AI 315 | 490 RTE DE L'ABBAYE         | 756          | 1               |              | Moyennement favorable (extrapolé)      | DANNOOT Philippe et RISTAT Florence         |
| 13 | Le Guerrien     | 000 ZK 85  | 455 RTE DES BORDES DE BAS   | 37288        | 1               | 1            | Très favorable                         | CAZENAVE Marie                              |
| 14 | Lhermitage      | 000 ZN 57  | 413 CHE DE L'HERMITAGE      | 29323        | 1               | 1            | Mauvaise                               |   |
| 15 | Miqueou         | 000 ZK 26  | 186 CHE DE LURBE            | 9420         | 1               | 1            | Très favorable                         | Cts CANTAOU / LASSERRE                      |
| 16 | Pétrau          | 000 ZT 46  | 2100 RTE DES BORDES DE HAUT | 3886         | 1               | 1            | Moyennement favorable                  | DUMERCQ Daniel                              |
| 17 | Ponchon         | 000 ZS 83  | 612 CHE DE PONCHON          | 1493         | 1               | 1            | Très favorable                         | Cts DARRICAU                                |

Tableau 3 : Récapitulatif des investigations pédologiques sur les parcelles pouvant changer de destination

## 4.3.2. Synthèse des investigations de terrain

A partir du tableau qui suit, nous avons établi une classification des sites en fonction de la vitesse d'infiltration mesurée.

|   | Favorable     | Moyennement favorable     | Défavorable            | Mauvaise                          |
|---|---------------|---------------------------|------------------------|-----------------------------------|
| Perméabilité                              | Sol perméable | Sol moyennement perméable | Sol très peu perméable | Sol imperméable ou trop perméable |
| Vitesse d'infiltration (mm/h)             | 30 à 500      | 15 à 30                   | 10 à 15                | Inférieur à 10 ou supérieur à 500 |
| Pente (%)                                 | 0 à 5         | 5 à 15                    |                        | Supérieure à 15                   |
| Niveau nappe et/ou indices d'hydromorphie | > 1.50 m      | > 1 m et < 1.50 m         |                        | < 1 m                             |
| Profondeur du substratum                  | > 2.10 m      | > 1.60 m et < 2.10 m      | > 0.70 m et < 1.60 m   | < 0.70 m                          |

Tableau 4 : Tableau des critères pour la classification d'un site à l'aptitude du sol pour l'épuration et/ou à l'infiltration des eaux

| Hastings                 |     |
|--------------------------|-----|
| 14 tests de perméabilité |     |
| Favorable                | 28% |
| Moyennement favorable    | 36% |
| Défavorable              | 0%  |
| Mauvaise                 | 36% |

Tableau 5 : Pourcentage de sites suivant le critère « Vitesse d'infiltration en mm/h »

Les valeurs de perméabilité calculées par les tests de perméabilités sont hétérogènes.

Pour les secteurs qui présentent une nappe affleurante ou de faibles perméabilités, il est plus sécuritaire de préconiser la mise en œuvre d'assainissement autonome de type terre d'infiltration ou microstation. Alors que dans les secteurs plus perméables, des filières rustiques de type tranchées drainantes pourront être mises en œuvre.

La définition des assainissements autonomes, dans le cas où les changements de destination seraient effectifs, devra néanmoins tenir compte des autres contraintes de l'habitat et du voisinage (distances réglementaires par rapport aux limites de parcelle, arbres, puits...) dans des études au cas par cas.

La carte d'aptitude des sols a été mise à jour.

Elle est donnée en page suivante.

Les relevés de chaque secteur sont consignés dans des fiches pédologiques en **Annexe 1**.

La carte d'aptitude des sols mise à jour dans la présente étude de zonage est donnée en **Annexe 2**.

## 5. ELABORATION DES CARTES DE ZONAGES

---

L'ensemble des éléments étudiés précédemment permet de définir le tracé des zones d'assainissement collectif sur le territoire de la commune de Hastingues à un niveau de précision parcellaire.

Le tracé des zones d'assainissement collectif prendront en compte :

- Les zones d'assainissement collectif existantes (vérification des limites des zones par rapport aux habitations déjà raccordées aux réseaux),
- Les secteurs ayant une réglementation d'urbanisme imposant le raccordement à un réseau d'assainissement collectif.
- Les secteurs à urbaniser dans le centre bourg de la commune à raccorder à la station communale
- Le secteur de la ZAC Sud Landes raccordé à une station d'épuration dédiée à la zone artisanale.

## 5.1. Reprise des zones d'assainissement déjà desservies

La cartographie du zonage d'assainissement des secteurs déjà desservis par l'assainissement collectif a été élaborée en prenant en compte le tracé des réseaux existants.

## 5.2. Zones établies par le règlement du PLU

La cartographie du zonage d'assainissement tient compte des règles établies par le PLU de la commune de Hastingsues.

Il est précisé que le développement urbain de la commune ne se fera que dans les zones déjà desservies par l'assainissement collectif ou qui le seront dans le futur. Le zonage comprend donc le zonage précédent, la zone urbanisable UC ainsi que les zones 1AU, 2AU et UY.

***Voici un extrait du PLU d'Hastingsues décrivant l'organisation du développement autour des réseaux d'assainissements.***

### **Zonage**

Les zones de développement se situent dans l'enveloppe immédiate du bourg hors site classé.

L'existence et l'extension future du réseau d'assainissement collectif permet d'envisager un développement venant rééquilibrer le village sur ses flancs Sud-Ouest/ Sud Est

## 6. EXAMEN CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE

---

Une procédure d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et par le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence pour l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une étude environnementale.

Il résulte de l'article R.122-17.II du Code de l'Environnement que les zonages d'assainissement relèvent de cet examen au cas par cas.

Un dossier de demande d'examen au cas par cas devra donc être déposé auprès de l'unité Autorité Environnementale de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Aquitaine (DREAL), autorité administrative de l'Etat compétente en la matière.

A l'issue d'un délai de 2 mois d'instruction, la décision de cette autorité a été d'exonérer la commune de Hastingsues de produire une étude environnementale dans le cadre de cette étude de zonage d'assainissement.

L'Arrêté Préfectoral portant cette décision de l'examen cas par cas est jointe en Annexe n°4.

## 7. CONCLUSIONS

---

Ce zonage d'assainissement va dans le sens des objectifs du Grenelle de l'environnement concernant la limitation de l'étalement urbain. Seules les trois zones 1AU font l'objet d'extension du réseau d'assainissement collectif.

L'élaboration du zonage de la commune d'Hastingues ne concerne pas la création de grands secteurs. Ce zonage, dans le cas présent, permet une régularisation de l'état actuel des secteurs raccordés à l'assainissement collectif et une mise en adéquation avec le futur document d'urbanisme.

De plus, des études à la parcelle ont été réalisées pour les parcelles définies comme pouvant changer de destination au PLU et concluent quant à une bonne aptitude des sols à l'infiltration et préconisent les filières d'assainissement individuel.

Pour les autres secteurs restant en assainissement non collectif, les problématiques liées à l'assainissement sont moins fortes. L'action du SPANC a déjà permis de réaliser des réhabilitations lorsque cela est nécessaire et de sensibiliser les habitants sur la nécessité de remettre en état leurs dispositifs d'assainissement non collectif. Les contrôles périodiques de fonctionnement ainsi que les contrôles lors des transactions immobilières sont assurés par ce service suivant la fréquence retenue.

## 8. PROPOSITION DE LA CARTE DE ZONAGE

---

La carte de zonage d'assainissement de Hastingsues est présentée en Annexe n°3.

## 9. ANNEXES

---

- Annexe n°1 : fiches pédologiques (sondages et tests de perméabilité pour les changements de destination)
- Annexe n°2 : carte d'aptitude des sols mise à jour
- Annexe n°3 : nouvelle carte de zonage d'assainissement pour la commune de Hastingues
- Annexe n°4 : arrêté préfectoral portant cette décision de l'examen cas par cas